

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SME

ZI de l'Ile Belon
51200 Épernay

Références : D3 i 2026-228
Code AIOT : 0005701591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement SME implanté 4, quai de l'Ile Belon 51200 Épernay. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été diligentée dans le cadre de l'action régionale portant sur la gestion des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SME
- 4, quai de l'Ile Belon 51200 Épernay
- Code AIOT : 0005701591

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SME est spécialisée dans le recyclage et la récupération de métaux. Elle réalise également une activité de centre VHU. L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2019-APC-14-IC du 25 janvier 2019 pour exercer les activités relatives aux rubriques 2791-1 et 2718-1 sous le régime de l'autorisation, ainsi que 2712-1 et 2713-1 sous le régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 2.9	Sans objet
2	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.4	Sans objet
3	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.5	Sans objet
5	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.6	Sans objet
6	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
7	Protection contre la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté, lors de la visite, que le boîtier transmetteur de la mesure du pH était défectueux et sera remplacé par l'exploitant. Un justificatif du remplacement est demandé à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 2.9
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan de son réseau de collecte des eaux pluviales réalisé le 17/06/2015. L'exploitant n'a pas réalisé de modifications sur son réseau de collecte. Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.4
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
Constats : Le site est équipé de collecteurs répartis sur l'ensemble de celui-ci, permettant de recueillir les eaux pluviales, y compris les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales collectées sont ensuite dirigées vers une cuve de stockage (3 cuves enterrées de 1000 m ³ sont présentes sur site). Les eaux sont ensuite traitées par la station de traitement physico-chimique, puis dirigées vers un débourbeur-déshuileur avant de rejoindre le point de rejet. Le prélèvement de l'échantillon est réalisé au niveau du regard situé à proximité immédiate du site. Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.5
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des conventions de déversement (art. L 35.8 du Code de la Santé Publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites de rejet.</p> <p>Le contenu du bassin de rétention prévu à l'article 2.10 sera soit enlevé par une entreprise spécialisées, soit rejeté après déshuilage. Les boues seront évacuées conformément à l'article 7. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.</p> <p>Le rejet des eaux usées domestiques devra être conforme au règlement relatif à l'assainissement individuel (lit filtrant drainé après fosse septique), ou être raccordé au réseau d'eaux usées communal.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place une station de traitement physico-chimique de ses eaux pluviales en 2015. Les eaux pluviales collectées sont dirigées vers une cuve de stockage (3 cuves enterrées de 1000 m³ sont disponibles). Les eaux sont ensuite traitées par la station de traitement physico-chimique dont les étapes sont les suivantes : injection de chlorures ferriques afin de préparer le traitement par floculation, ajout de soude ainsi que de flocculants afin de précipiter les grosses particules, puis filtration à l'aide de filtres à particule et de filtres à charbon. Les eaux traitées sont ensuite dirigées vers un débourbeur-déshuileur avant rejet.</p> <p>Un curage est réalisé, par un prestataire spécialisé, 1 à 2 fois par an, sur la station de traitement ainsi que sur le débourbeur-déshuileur. Le dernier curage a été réalisé le 15/09/2025. Un bordereau de suivi de déchet a été édité suite à cet entretien et à l'élimination des boues (BSD 20250915 YJBB90D6T).</p> <p>Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle annuel de la station de traitement physico-chimique est réalisé par un prestataire. Le dernier entretien a eu lieu les 20 et 21/08/2025. Le rapport daté du 22/08/2025 ne mentionne aucune anomalie.</p> <p>Le dernier curage a été réalisé le 15/09/2025. Un bordereau de suivi de déchet a été édité suite à cet entretien et à l'élimination des boues (BSD 20250915 YJBB90D6T).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le système de traitement n'était pas en fonctionnement (météo ensoleillée). D'autre part, le boîtier transmetteur de la mesure du pH, réalisée en amont du traitement, était hors service depuis environ 1 semaine. L'accusé de réception du bon de commande pour son remplacement, du 17/03/2026, a été présenté à l'Inspection. L'exploitant</p>

indique que le remplacement du boîtier sera effectué sous 10 jours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 semaine, l'exploitant transmet les justificatifs du remplacement du boîtier transmetteur de la mesure du pH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.6
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu nature doivent respecter les valeurs limites suivantes : Matières en suspension totales 70 mg/l DBO5 (sur effluent non décanté) 100 mg/l DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l Métaux totaux 15 mg/l PH doit être compris entre 5,5 et 8,5. Les effluents devront être exempts de matières flottantes.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats de sa dernière campagne de mesure, réalisée en juillet 2025, sur l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Par sondage, les résultats sont conformes aux valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant réalise une campagne de mesure annuelle de ses rejets aqueux, dont les dernières ont

eu lieu en novembre 2023, décembre 2024 et juillet 2025.
Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 5.7

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident ou d'incendie (rupture de récipient, cuvette, etc), déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues ci-dessus. A défaut, elles doivent être éliminées dans les installations autorisées à cet effet.

Constats :

L'exploitant indique qu'en cas de déversement accidentel ou d'incendie, la procédure est de réaliser un blocage des pompes de relevage sur le pupitre de commande de la station de traitement physico-chimique. Ce blocage permet de maintenir les eaux polluées dans les cuves situées en amont de la station de traitement physico-chimique. L'Inspection a constaté l'affichage de cette procédure au niveau du local de la station de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite